

# RAPPORT DE MISSION AU CAMBODGE

Paris, le 22 novembre 1995

1 - Objet : identification de programmes d'actions susceptibles d'être engagées dans le cadre des fonds de solidarité/Propositions

Il convient de rappeler que le Sommet de Maurice avait pris une résolution rendant le Cambodge éligible aux fonds de solidarité francophones.

Le déroulement de cette mission, du 10 au 19 novembre 1995, donc moins de deux mois avant la fin du biennium 1994-1995 a rendu la mission difficile à conduire, dans la mesure où les actions à identifier devraient être réalisables à très court terme (sauf dérogation permettant la réaffectation des crédits engagés et non réalisés avant la fin du biennium actuel en faveur du même pays sur le budget 1996-1997).

## 2 - Déroulement de la mission

2-1- Réception à l'aéroport par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

2-2- Rencontres avec les Ministres et Secrétaire<sup>de la culture</sup>s d'Etat chargés de l'Education nationale, du Développement rural, de l'agriculture ainsi qu'avec les représentants du PNUD, du BIT et d'ONG chargées du crédit aux PME en zones rurales.

## 2-3- Projets identifiés

a) réalisables avant la fin de l'année en cours en cas d'obtention rapide des éléments de leur faisabilité :

\* - **Education nationale** : achat d'équipements et surtout fabrication de mobiliers scolaire. Le Ministre s'est engagé à nous faire parvenir la liste et les devis dès le début de cette semaine (du 20 au 24 novembre)

- **développement rural : achat de riz**, mais la quantité n'a pas été arrêtée. Elle dépendra du crédit affecté, le cas échéant.

- **agriculture : achat de quatre grosses motopompes pour l'irrigation** devant être installées dans des périmètres ayant subi les effets néfastes des inondations et disposant déjà de canaux et conduites d'eau

- **crédits à des PME en zones rurales** : une structure montée par le BIT, en ONG dispose de différents projets déjà agréés et pouvant devenir réalisables si les crédits leur sont débloqués dans les prochaines semaines sous la supervision technique du BIT. Un projet de protocole a été préparé sur place avec le BIT.

Ces différents projets ont été longuement examinés avec les autorités concernées, et dans certains<sup>cas</sup>, j'ai même discuté des conditions de leur réalisation avant la fin de l'exercice.

### **b) Actions nécessitant un délai de réalisation se prolongeant en 1996**

- **Education nationale**

- Formation de maîtres en français
- extension d'un centre de formation professionnelle
- réhabilitation d'établissements scolaires ainsi que d'autres projets contenus dans le programme donnée en annexe

- **Développement rural**

- relance des activités socioculturelles d'un village récemment repris aux Khmers rouges . En particulier : construction de 24 salles de classes et d'un centre de formation professionnelle

### **3 - Observations générales/Propositions**

3-1- La plupart des projets proposés par chacun des Ministères ne sont pas en relation directe avec l'objet de la requête cambodgienne, à savoir l'aide d'urgence aux populations des régions affectées par les inondations d'août 1994.

3-2- Les quelques projets qui s'intègrent dans ce cadre et qui sont réalisables à court terme, sont :

- a) achat de motopompes pour assurer l'irrigation dans les zones affectées (requête présentée par le Secrétaire d'Etat à l'agriculture)
- b) achat de riz à distribuer aux populations touchées par les inondations
- c) octroi de crédit aux populations rurales de ces régions pour réaliser des activités de production, notamment à travers la création de PME.

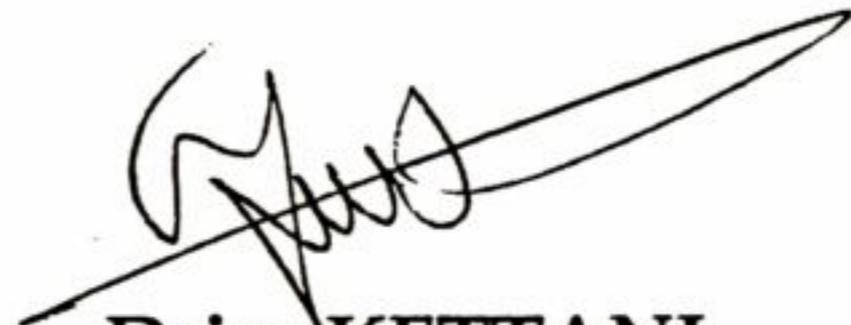
Handwritten notes and a signature at the bottom of the page.

Par contre, les projets introduits par le Ministère de l'Education nationale sont de portée nationale et ne concernent pas directement les régions touchées par les inondations de 1994, à l'exception de celui relatif à la réhabilitation d'écoles dans ces régions, mais qui nécessite plusieurs mois de réalisation.

Une réunion de synthèse a été programmée avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, mais elle n'a pas eu lieu pour des raisons indépendantes de ma volonté.

3-3- Le choix d'une ou de deux actions peut être fait rapidement en fonction des délais de réalisation, qui sont liés à la procédure de réaffectation budgétaire au terme de l'actuel biennium.

Si une décision est prise rapidement dans ce sens, le choix pourrait être opéré, en accord avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et avec le Ministre de l'Education nationale qui assisteront au Sommet de Cotonou, dès la semaine prochaine.



**Driss KETTANI**  
**DG/PSD**